



BRÈVES ÉCONOMIQUES Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 6 (2026)

Faits saillants

- ❖ Singapour : entrée en vigueur du Digital Trade Agreement UE-Singapour, premier accord autonome de l'UE dédié au commerce numérique
- ❖ Indonésie : hausse de 30 % des recettes fiscales après la mise en service du système numérique d'impôts Coretax
- ❖ Malaisie : nouveau cadre d'incitations à l'investissement dès le 1^{er} mars 2026, avec avantages fiscaux liés à la valeur créée, au transfert de technologies et à la durabilité

LE CHIFFRE À RETENIR

4,55 Md USD

Montant des IPOs dans la région au S2-2025 (+120 % en g.a.)

Région

Nette reprise des introductions en bourse au S2-2025

Les introductions en bourse (« initial public offering » - IPO) en Asie du Sud-Est ont rebondi au second semestre 2025, avec 4,55 Md USD levés entre juillet et décembre (+120 % en g.a.), portant le total annuel à 5,92 Md USD (+65 % sur un an, plus haut depuis 2022). La reprise a été portée par les REITs et les sociétés de services financiers, principalement à Singapour et au Vietnam. La région a compté 62 IPOs au S2-2025 (+5), dont 4 opérations >500 M USD. Singapour a dominé les montants levés, avec notamment NTT DC REIT (824 M USD) et Centurion REIT (639 M USD). L'Indonésie s'est classée deuxième, tirée par les ressources et les néo-banques (ex : Merdeka Gold Resources : 284 M USD ; Super Bank Indonesia : 168 M USD). Les données compilées par Nikkei/Dealogic indiquent une amélioration malgré un contexte global encore prudent, soutenue par des mesures locales de facilitation des cotations et, au Vietnam, par le reclassement en marché émergent par FTSE Russell.

Indonésie

Croissance modérée de l'économie indonésienne à 5,11 % en 2025

L'économie indonésienne a progressé de 5,11 % en 2025, atteignant 23 821 000 Md IDR (soit 1 419 Md USD au taux de change du 31 décembre 2025), après 5,03 % en 2024, mais en-deçà de l'objectif de croissance que s'était fixé le gouvernement indonésien (5,2 %). Cette performance aurait été tirée par les résultats du dernier trimestre, l'économie indonésienne progressant de 5,39 %, selon l'agence nationale des statistiques (BPS). La consommation des ménages a connu un rythme de croissance plus rapide au T4 2025 (+5,11 % en g.a.), soutenue par les plans de relance mis en place par le gouvernement, et s'établit à +4,98 % sur l'ensemble de l'année. Elle reste en 2025 le 1er déterminant de la croissance indonésienne (2,62 points), devant l'investissement (1,58 pdb), le commerce extérieur (0,74 pdb) et les dépenses publiques (0,19 pdb). Par secteurs, les principaux contributeurs à l'économie indonésienne sont l'industrie manufacturière (19,1 %), le commerce de détail (13,2 %), l'agriculture (13,1 %), la construction (9,8 %) et les mines (8,8 %). Le gouvernement mise sur une croissance à 5,4 % pour 2026, tandis que le FMI anticipe un rythme de croissance identique à celui de l'année passée, à 5,1 %.

Le gouvernement prépare de nouvelles mesures de soutien à la consommation en amont du Ramadan

Le ministère coordinateur pour les affaires économiques Airlangga Hartarto a indiqué début février lors de l'Indonesia Economic Summit que le gouvernement travaillait à un nouveau plan de relance d'environ 760 M USD (12 830 Md IDR) pour soutenir la consommation des ménages à l'approche du Ramadan. La majorité des financements (environ 720 M USD) devrait permettre de distribuer pendant deux mois du riz et de l'huile de cuisson aux familles à faible revenu. Le gouvernement prévoirait également d'abaisser le coût des transports (environ 10 M USD), notamment via des réductions temporaires sur les taxes aéroportuaires et les prix des péages ainsi que via l'introduction de rabais sur le kerosène ou la TVA sur les billets. Pour mémoire, une baisse de 24 % du nombre de déplacements à l'occasion des célébrations de la fin du Ramadan avait été constatée en 2025, par rapport à 2024.

Nouvelles nominations au sein de la Bourse et du régulateur financier indonésiens

Les institutions financières indonésiennes ont procédé à d'importants remaniements après l'avertissement de MSCI sur le manque de transparence du marché boursier, qui a déclenché une forte chute des actions (cf. Brèves semaine 5). À l'Autorité des services financiers (OJK), Friderica Widyasari Dewi, auparavant directrice générale chargée de la supervision des activités financières, de l'éducation et de la protection des consommateurs, a été nommée présidente par intérim à la suite des démissions de plusieurs hauts responsables. À la Bourse d'Indonésie (IDX), le directeur général Iman Rachman a quitté ses fonctions « par responsabilité », et Jeffrey Hendrik, anciennement directeur du développement commercial, a été désigné président-directeur général par intérim jusqu'en juin 2026. Ces changements interviennent alors que le gouvernement s'engage à accélérer des réformes de fond – renforcement de la transparence de

l'actionnariat, relèvement du flottant minimum à 15 % et projet de démutualisation de la Bourse – afin de répondre aux exigences de MSCI avant l'échéance de mai et d'éviter un déclassement de l'Indonésie du statut de marché émergent à celui de marché frontière.

Les recettes fiscales indonésiennes progressent fortement en janvier 2026

L'Indonésie a enregistré une hausse de 30 % de ses recettes fiscales en janvier 2026 par rapport à l'an dernier, selon le ministre des Finances Purbaya Yudhi Sadewa, alors que le système numérique Coretax serait désormais opérationnel. Pour mémoire, les recettes fiscales collectées sur le premier mois de l'année 2025 s'étaient effondrées à 88 900 Md IDR (5,4 Md USD), contre 152 890 Md IDR en janvier 2024, en raison de dysfonctionnements de Coretax, tout juste lancé. Sur le premier mois de l'année 2026, les recettes fiscales s'établissent à environ 115 000 Md IDR (environ 7 Md USD). Pour mémoire, l'État vise un objectif annuel de recettes fiscales de plus de 2 350 000 Md IDR (142 Md USD).

Malaisie

Entrée en vigueur au 1er mars d'un nouveau dispositif d'incitations à l'investissement

L'Autorité malaisienne de développement des investissements (MIDA) a annoncé le lancement d'un nouveau cadre d'incitations à l'investissement (New Investment Framework, NIF) à compter du 1er mars 2026. Ce dernier sera d'abord appliqué au secteur manufacturier, avant d'être étendu aux services au second trimestre 2026. Les incitations fiscales seront désormais conditionnées à des performances économiques mesurables, évaluées selon la qualité de l'emploi, le transfert de technologies, la profondeur des chaînes d'approvisionnement et la durabilité. Mettant fin au cadre institué par la loi sur les investissements de 1986, le NIF proposera deux options dans un système à niveau indexé sur la performance économique de l'entreprise : (i) un taux d'imposition spécial de 0 à 15 % sur une période pouvant aller jusqu'à 15 ans ou (ii) un abattement fiscal sur l'investissement couvrant 60 à 100 % du capital investi. Ce dispositif se veut destiné à récompenser les investissements créant de la valeur, favorisant l'innovation et contribuant à la croissance durable, en attribuant les avantages fiscaux en fonction de la contribution réelle à l'économie malaisienne.

Air Borneo passe commande de 8 ATR

Air Borneo et l'avionneur franco-italien ATR ont annoncé un partenariat stratégique visant à moderniser la flotte des services aériens ruraux de la Malaisie, par l'acquisition 5 ATR 72-600 et 3 ATR 42-600. Cette commande s'inscrit dans le projet d'Air Borneo d'assurer un service public de desserte aux communautés éloignées à travers les Etats de Sarawak, Sabah et le territoire fédéral de Labuan. Finalisé à la fin de l'année dernière, ce contrat soutient également la stratégie de renouvellement à long-terme de la flotte d'Air Borneo, à la suite du rachat de MASwings et de sa flotte, ancienne filiale de Malaysia Airlines, par le gouvernement du Sarawak. Les livraisons sont prévues entre 2027 et 2029. L'accord comprend également quatre options d'achat, permettant une

éventuelle expansion régionale au sein de la zone de croissance de l'ASEAN orientale (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines).

Un nouveau cadre pour la transition énergétique et hydrique en Malaisie

Le ministère de la Transition énergétique et la transformation de l'eau (PETRA) a lancé le 29 janvier son plan stratégique 2026-2030 qui s'inscrit en conformité avec le 13ème Plan malaisien (2026-2030) et les Objectifs de développement durable (ODD). Structurée autour de six axes, la feuille de route prévoit, parmi 34 stratégies et 119 programmes, le déploiement d'énergies renouvelables (Large-Scale Solar, biomasse), le développement d'un programme nucléaire, la modernisation des réseaux électriques et des usines de traitement d'eau, ainsi que des projets d'atténuation des inondations et d'efficacité énergétique. Le plan s'appuie sur les bons résultats enregistrés en 2025 par le ministère, avec un taux d'exécution budgétaire d'un milliard USD, soit 99,5 % des crédits alloués en 2025. Parmi les réalisations clés figurent notamment le dépassement de 13 300 MW de capacités renouvelables installées (avec l'objectif de porter à 70 % leur part d'ici 2050), une réduction de 35,6 M de tonnes des émissions de carbone ainsi qu'une amélioration significative des infrastructures hydrauliques et de la gestion des inondations.

Singapour

Accélération de l'activité manufacturière

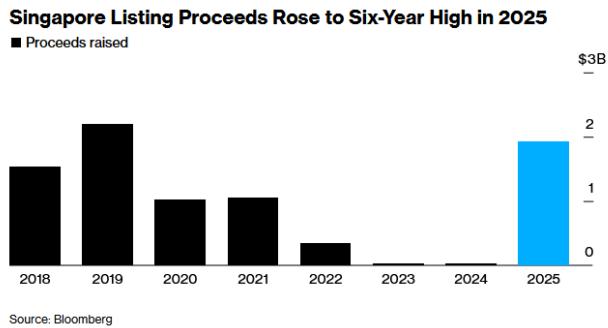
L'activité manufacturière à Singapour s'est légèrement renforcée en janvier 2026, avec un indice PMI en hausse à 50,5 points après 50,3 en décembre 2025, signalant une expansion modérée. Cette évolution est principalement tirée par le secteur électronique (40 % de la production manufacturière), dont le PMI atteint 51,1 points, pour le huitième mois consécutif en zone de croissance, soutenu par la demande en semi-conducteurs avancés, notamment les puces mémoire et équipements destinés aux applications d'intelligence artificielle. Plusieurs sous-indices liés aux exportations, à la production et aux commandes progressent, tandis que l'indice des délais de livraison des fournisseurs se contracte, reflétant des contraintes logistiques persistantes. Selon la Monetary Authority of Singapore (MAS), les activités technologiques pourraient contribuer davantage à la croissance en 2026, dans un contexte où la dynamique du reste du secteur manufacturier demeure plus contrastée.

Entrée en vigueur de l'accord UE-Singapour sur le commerce numérique

Entré en vigueur le 1^{er} février 2026, l'accord UE-Singapour sur le commerce numérique (Digital Trade Agreement – DTA) constitue le premier accord bilatéral autonome de l'Union européenne dédié au commerce numérique, s'inscrivant dans la continuité de l'accord de libre-échange UE-Singapour de 2019. Il vise à renforcer les échanges bilatéraux en établissant un cadre juridique clair et prévisible pour les transactions numériques transfrontalières, notamment à travers la promotion du commerce dématérialisé, la reconnaissance des signatures et documents électroniques, et l'interdiction des droits de douane sur les transmissions électroniques.

La Bourse de Singapour cherche à élargir son pipeline d'introductions

Singapore Exchange (SGX) a indiqué vouloir attirer davantage d'entreprises en provenance de Chine et d'Asie du Sud-Est afin de renforcer le flux d'introductions en bourse, dans un contexte de



concurrence accrue entre places financières asiatiques. La SGX mise notamment sur un nouveau mécanisme de double cotation avec Nasdaq, dont le lancement est prévu mi-2026, pour capter des sociétés à forte croissance. En 2025, le montant total des levées lors d'introductions à Singapour a atteint 1,9 Md USD, un plus haut sur six ans, alors que les radiations ont excédé les nouvelles cotations chaque année depuis plus d'une décennie. Sur le plan financier, la SGX a enregistré un résultat net de 342,7 M SGD sur les six mois clos fin décembre 2025 (+0,8 % sur un an) et une hausse de 20 % de la valeur quotidienne moyenne échangée, tandis que le gouvernement singapourien a annoncé des mesures de soutien au marché actions, dont un programme d'achats de titres locaux de 5 Md SGD.

Piyush Gupta nommé président de Keppel

Keppel a annoncé la nomination de Piyush Gupta au poste de président à compter du 17 avril 2026, à l'issue de l'assemblée générale annuelle, en remplacement de Danny Teoh, qui quitte ses fonctions après plus de quinze ans au conseil, dont cinq ans comme président. Actuel vice-président du conseil et administrateur indépendant non exécutif depuis juillet 2025, Piyush Gupta sera nommé président non exécutif et administrateur indépendant. Pour mémoire, Piyush Gupta a été directeur général (CEO) de DBS Group de 2009 à 2025.

Vietnam

Le Vietnam compte désormais huit milliardaires selon Forbes

Le magazine Forbes a récemment mis à jour son classement des personnes les plus riches du monde, et le Vietnam y a gagné trois nouveaux milliardaires en USD, portant le nombre total à huit ressortissants vietnamiens figurant sur cette liste. Parmi les nouveaux venus figurent Mmes Pham Thu Huong et Pham Thuy Hang, toutes deux vice-présidentes du conglomérat Vingroup. Pham Thu Huong, épouse du président de Vingroup, Pham Nhat Vuong, voit sa fortune estimée à environ 2,2 Md USD. Sa sœur, Pham Thuy Hang dispose d'un patrimoine évalué à environ 1,5 Md USD. Le troisième nouvel entrant est M. Ngo Chi Dung, président de la banque privée VPBank, avec une fortune estimée à 1,1 Md USD. Avec ces ajouts, le Vietnam confirme sa progression dans le nombre de milliardaires en dollars. À la tête de ce classement national figure toujours M. Pham Nhat Vuong, président de Vingroup.

Des entreprises américaines signent un MoU pour l'approvisionnement du Vietnam en pétrole, les négociations bilatérales pour un accord sont toujours inachevées

Le 4 février dernier, les groupes américains Chevron, Marquis Energy et ADM Asia-Pacific Trading ont signé un MoU avec l'entreprise vietnamienne Binh Son Refining and Petrochemical. Cette dernière opère la raffinerie de Dung Quat, une des deux seules raffineries du pays avec celle de Nghi Son. L'objectif de cet accord est de sécuriser les approvisionnements de celle-ci, ainsi que d'étudier l'importation au Vietnam de bioéthanol et d'autres matières premières pour la production intérieure de biocarburants. Cet accord intervient alors que les USA et le Vietnam poursuivent les négociations bilatérales pour un accord économique qui doit encore être conclu. Lors de la précédente session, tenue en novembre 2025, les deux parties avaient annoncé des progrès dans les domaines des services, du commerce digital, de l'agriculture, des barrières à l'entrée et des standards sanitaires. La dernière session a eu lieu le 4 février à Washington en présence du ministre de l'Industrie et du Commerce par intérim, Le Manh Hung. Ce dernier a fait part de la volonté vietnamienne d'importer plus de produits américains, dont des machines-outils, des équipements industriels et des hautes technologies. La possibilité d'importations d'énergie (LNG) et d'achats de nouveaux avions Boeing a également été évoquée. En plus des discussions gouvernementales, le ministre a également rencontré les représentants de nombreuses grandes entreprises américaines comme Apple, Exxon Mobil, General Electric ou AES. Selon la Direction générale des douanes vietnamiennes, les échanges commerciaux bilatéraux entre le Vietnam et les États-Unis ont dépassé 172,5 Md USD en 2025, dont plus de 153 Md USD d'exportations vietnamiennes vers les États-Unis et 19,3 Md USD d'importations américaines vers le Vietnam. Les États-Unis demeurent le premier marché d'exportation du Vietnam, tandis que le Vietnam est le septième partenaire commercial des États-Unis.

FPT annonce l'ouverture de son usine de test et d'assemblage de puces

Le conglomérat vietnamien FPT, spécialisé dans les services informatiques, a annoncé le 29 janvier dernier la construction de son usine de test et d'assemblage de puces électroniques. La cérémonie s'est tenue en présence de représentants du ministère des Sciences et Technologies ainsi que de nombreux partenaires de recherche. Cette usine a vocation à être complémentaire de celle portée par le groupe de télécommunications Viettel – représenté durant la cérémonie par son PDG, Ton Duc Thang -, cette dernière se concentrant sur la production de puces, segment de la chaîne de valeur sur laquelle le Vietnam n'est pour l'instant pas positionné. D'ailleurs, les deux entreprises ont annoncé durant la cérémonie la signature d'un partenariat global destiné à faire progresser l'agenda vietnamien en matière de souveraineté des semi-conducteurs, notamment par la production de puces destinées à des objets intelligents tels que les caméras et les drones. L'usine sera établie dans la province de Bac Ninh, qui fait déjà partie des provinces recevant le plus d'investissements directs à l'étranger (IDE), notamment dans le secteur des hautes-technologies avec la présence de Samsung ou d'autres entreprises d'Asie de l'Est. Cette annonce intervient quelques semaines après que FPT ait expédié sa première cargaison commerciale de puces vers le Japon, livrant des

circuits intégrés de gestion d'énergie entièrement conçues par l'entreprise vietnamienne via la société Restar Corporation. L'accord FPT-Restar prévoit la distribution de 10 millions de puces "made-by-FPT" en Asie-Pacifique d'ici trois ans, ainsi que des collaborations continues en R&D et volumes croissants.

Thaïlande

Nouvelles orientations du Plan de développement de l'électricité 2026

Des orientations du Plan de développement de l'électricité (PDP), actuellement en rédaction par le Bureau de la politique et de la planification énergétiques (EPPO), ont été partagées dans la presse thaïlandaise. L'horizon du nouveau PDP serait étendu de cinq ans jusqu'à 2050, l'année où la Thaïlande devra atteindre la neutralité carbone selon ses engagements pris lors de la COP30. Les énergies renouvelables devraient atteindre au moins 51 % du mix énergétique à horizon 2037, et pourraient aller jusqu'à 60 % pour répondre à la demande industrielle en énergie verte. Ainsi, le projet pilote de vente directe d'énergie verte (Direct PPA) pour les centres de données a déjà été approuvé en Conseil des ministres et constituerait une première étape vers la libéralisation du marché. Une taxe carbone serait mise en œuvre afin de garantir l'approvisionnement en énergie verte des centres de données, et faire suite à la mise en œuvre du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières européen. Par ailleurs, la sortie graduelle du charbon reposera sur (i) le remplacement progressif des centrales à charbon par des énergies propres, avec 18 884 MW de capacités existantes retirées du réseau d'ici 2037 et (ii) l'arrêt de tout nouveau projet de centrale à charbon. En outre, le PDP 2026 prévoirait l'intégration de 600 MW de capacité nucléaire via des petits réacteurs modulaires (SMR) qui seraient opérés par l'électricien public EGAT, l'incorporation de 5 % d'hydrogène dans le gaz naturel à partir de 2030 et le développement des technologies de captage et stockage de carbone (CCS). Le PDP 2026 soutiendrait également le solaire résidentiel, avec des déductions fiscales pour les installations sur toiture, jusqu'à 200 000 THB / foyer et le solaire communautaire, avec une déduction fiscale pouvant atteindre 50 % des investissements dans les équipements à haute efficacité énergétique.

Ralentissement des ouvertures d'usines en 2025

Les ouvertures d'usines ont nettement ralenti en Thaïlande à 1 220 ouvertures en 2025 (-42 %). Par ailleurs, 786 usines ont fermé, ce qui établit à 434 le nombre d'ouvertures d'usines nettes. Toutefois, le capital enregistré moyen des usines créées serait de 4,2 M USD (133 M THB) contre 1,5 M USD (45 M THB) pour les usines fermées. Par ailleurs, l'emploi manufacturier net s'est établi à 16 k en 2025, avec 39 k créations d'emploi et 23 k suppressions d'emplois. Selon Kasikorn Research, les créations d'emploi seraient concentrées dans les industries agroalimentaires, métalliques et sidérurgiques, les destructions d'emploi dans les industries minière et agroalimentaire.

Elections générales : les représentants du secteur privé appellent à privilégier une approche structurelle

Le Comité conjoint du commerce, de l'industrie et des banques (JSCCIB) a enjoint les candidats aux élections générales du 8 février à mener des réformes structurelles pour éviter un déclassement du pays, dans un contexte de pression croissante due à l'endettement élevé des ménages, à l'incertitude politique, aux tensions géopolitiques mondiales et au risque de renforcement des barrières commerciales américaines. L'endettement des ménages, estimé à 90 % du PIB et 104 % si la dette informelle est également retenue, constituerait le frein à l'activité le plus important selon le JSCCIB, affaiblissant la consommation privée et la croissance de long terme. En particulier, Kriengkrai Thiennukul, président de la Fédération des industries thaïlandaises (FTI) a estimé que la source du problème serait les « inégalités économiques et une structure des revenus déséquilibrée, avec beaucoup de ménages dont les revenus ne suivent pas le coût de la vie ». Il a également mis en garde contre les promesses électorales « axées sur un populisme à court terme et des dépenses publiques élevées », sans stratégie durable de revenu national, alors que la dette publique thaïlandaise approche son plafond légal de 70 % du PIB. Le JSCCIB a enjoint le prochain gouvernement à se doter d'une équipe économique professionnelle et à assurer la stabilité politique, tout en se concentrant sur l'augmentation de la productivité, l'amélioration de la compétitivité (en particulier des PME), la suppression des réglementations contraignantes, la promotion des produits « Made in Thailand » et l'accélération des investissements dans la technologie, l'innovation et les infrastructures.

Philippines

La présidence philippine de l'ASEAN mise sur l'énergie pour renforcer l'intégration régionale

Les délégués énergétiques de l'ASEAN (SOE) se sont réunis les 20 et 21 janvier à Bohol pour le Special Senior Officials Meeting on Energy, sous la présidence tournante des Philippines. Lors de cette rencontre, les Etats membres ont approuvé les priorités annuelles énergétiques pour l'ASEAN, alignées sur le plan d'action régional APAEC 2026-2030, lancé en 2025 sous la présidence malaisienne. Au cœur des discussions figurait l'opérationnalisation de l'ASEAN Power Grid, projet stratégique visant à interconnecter les réseaux électriques régionaux afin de renforcer la sécurité énergétique et réduire les coûts. Fuentebella, le sous-secrétaire à l'énergie philippin et président du SOE, a annoncé la mise en place de groupes de travail thématiques pour pouvoir « agir de manière coordonnée et dans les meilleurs délais ». Les Philippines misent ainsi sur l'efficacité et la transposition des accords régionaux en avancées locales concrètes, en vue de se positionner comme chef de file pragmatique d'une coopération énergétique plus intégrée, alors que le pays continue d'afficher des prix de l'électricité parmi les plus élevés de la région.

La BSP pourrait abaisser à nouveau son taux directeur en février 2026 pour stimuler la consommation

Depuis août 2024, la BSP a abaissé son taux directeur à huit reprises pour un total de 200 points de pourcentage, le ramenant à 4,5 % dans un contexte d'inflation maîtrisée (1,7 % en 2025). Malgré des signaux suggérant la fin du cycle d'assouplissement, la banque centrale pourrait procéder à une sixième baisse consécutive des taux de 25 points de base lors de sa réunion du 19 février selon de nombreux économistes. Le gouverneur Eli M. Remolona, Jr. a laissé entendre qu'une nouvelle baisse pourrait intervenir si le ralentissement de la croissance constaté au T4 2025 (3,0 %) s'expliquait par un affaiblissement de la demande. Cette baisse permettrait de soutenir la consommation, elle resterait néanmoins contrainte par la faiblesse du peso qui renforce les risques d'inflation, notamment sur l'énergie, et par la posture restrictive de la Fed qui pourrait intensifier les pressions sur le change, dans un contexte de léger regain de l'inflation en janvier (2 % contre 1,8 % en décembre).

ASEAN Tourism Forum : les Philippines veulent se positionner comme acteur clé du tourisme en Asie du Sud-Est

Sous la présidence philippine de l'ASEAN, l'ASEAN Tourism Forum s'est tenu à Cebu City du 28 au 30 janvier 2026. L'événement a été marqué par le lancement du Plan sectoriel du tourisme ASEAN 2026-2030, en partenariat avec la Chine, le Japon et la Corée du Sud (ASEAN+3). Ce plan vise à renforcer la compétitivité touristique régionale et à promouvoir l'ASEAN comme destination intégrée, en améliorant l'accessibilité et la connectivité, tout en répondant aux défis de soutenabilité. Dans son discours d'ouverture, la secrétaire au Tourisme Christina Garcia Frasco a souligné la place centrale des Philippines au sein du tourisme de l'ASEAN. Selon le rapport d'impact économique 2025 du World Travel and Tourism Council (WTTC) présenté le 29 janvier par Sanchita Basu Das, économiste de l'ADB, le pays se classe au 1er rang régional pour la part du PIB générée par le tourisme et au 2e rang en termes d'emploi. Les Philippines n'accueillent toutefois que 5 % des touristes se rendant dans l'ASEAN et n'ont en 2025 (6,5 M) toujours pas retrouvé le nombre de visiteurs pré Covid, notamment en raison de la chute du nombre de touristes chinois.

Cambodge

Le CPTPP, levier de diversification des exportations cambodgiennes ?

Les autorités cambodgiennes ont confirmé l'avancement des démarches en vue d'une éventuelle adhésion au Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP). Cet accord de libre-échange de haut niveau regroupe douze économies d'Asie-Pacifique et des Amériques, dont notamment le Japon, le Canada, l'Australie et le Royaume-Uni, seul pays européen membre. Les économies du partenariat représentent actuellement 31 % des exportations cambodgiennes, soit 9,5 Md USD en 2025 contre 8,4 Md USD en 2024. Ces flux demeurent majoritairement dirigés vers des partenaires régionaux du CPTPP, en particulier le Vietnam (12 % du total des exportations cambodgiennes) et Singapour (3 %), tandis que les marchés CPTPP plus éloignés à revenu élevé restent

faiblement exploités. Les négociations formelles, subordonnées à l'accord unanime des membres, permettraient au Cambodge d'intégrer un cadre renforcé en matière de règles commerciales, d'investissement et d'intégration aux chaînes de valeur, sous réserve de la mise en œuvre de réformes substantielles, notamment en matière de procédures douanières, de règles d'origine, de normes SPS et de cadre réglementaire des investissements.

Favoriser un règlement des litiges en matière de prêts

Face à la hausse des litiges liés aux prêts en 2025, Oxfam et l'Autorité nationale de résolution alternative des litiges (NADR) ont lancé le projet « Enable Access to Alternative to Redress Indebtedness (A2JURI) ». Il vise à protéger les emprunteurs vulnérables et à renforcer la stabilité du secteur de la microfinance. Ce programme de deux ans (oct. 2025- sept. 2027) cible en priorité les femmes et les emprunteurs vulnérables confrontés à l'endettement. Il sera déployé dans les provinces du Ratanakiri, du Mondulkiri, de Steung Treng et de Kratie. Pour mémoire, la NADR a été créée en novembre 2023. Son rôle est de résoudre les litiges civils, commerciaux et autres par la médiation ou la conciliation. Elle vise à réduire les renvois devant les tribunaux, désengorger les dossiers et alléger la charge pesant sur le système judiciaire cambodgien. Au 31 décembre 2025, la NADR avait traité 1 000 cas sur les 2 189 reçus. Parmi eux, 573 ont été résolus avec succès. Les litiges liés aux contrats de prêt représentaient 986 cas, soit environ 45 % du total. Cela confirme la tendance de la croissance de l'endettement au Cambodge. L'endettement du secteur privé non financier, hors endettement informel, atteint environ 125 % du PIB (soit près de 63 Md USD à fin 2025), traduisant une accumulation rapide du crédit et des vulnérabilités financières accrues. Pour autant, les données sont imprécises, nombre de PME n'appliquant pas une distinction claire entre patrimoine de l'entreprise et de son/sa propriétaire.

Laos

Bureau national des statistiques : croissance du PIB de 4,8 % en 2025 et objectifs relevés pour 2026

Le Laos a enregistré une croissance économique de 4,8 % en 2025, selon le Bureau national des statistiques, portée principalement par les services, l'industrie manufacturière et l'agriculture. Les services ont représenté 36,3 % du PIB, soutenus notamment par le tourisme, les transports et le commerce, devant l'industrie (32 %) et l'agriculture (20,3 %). Le PIB par habitant a atteint 2 176 USD et le revenu national brut par habitant 2 029 USD. Pour 2026, les autorités visent une accélération de la croissance à au moins 5,5 %, avec des moteurs identifiés dans le tourisme, l'énergie, la logistique, l'agriculture et l'agro-industrie, et des objectifs de revenu par habitant relevés à 2 238 USD (PIB) et 2 101 USD (RNB).

Mise en service prochaine d'une ligne électrique à haute tension entre le Laos et la Chine

Le Laos et la Chine ont achevé le raccordement d'une ligne de transport d'électricité à haute tension (500 kV) entre les deux pays, dont l'exploitation commerciale doit débuter en avril 2026. D'une longueur totale de 177,5 km, l'infrastructure relie un poste électrique situé dans la province d'Oudomxay, au nord du Laos, à un poste situé dans la province chinoise du Yunnan. La section construite côté laotien (32,5 km) a été réalisée par l'opérateur national de transport

d'électricité (EDL-T). Une fois mise en service, la ligne permettra des échanges bidirectionnels d'électricité pouvant atteindre 1,5 GW, pour un volume annuel estimé à 3 TWh.

Birmanie

L'expansion du secteur manufacturier reprend légèrement en janvier

L'indice PMI manufacturier de S&P s'établit à 50,9 en janvier, après 51,5 en décembre marquant une reprise modérée de la production manufacturière. Pour rappel, en décembre, l'indice était uniquement maintenu au-dessus du seuil de contraction par un allongement des délais d'approvisionnement, sur fond de baisse de la production. En janvier, la production et les nouvelles commandes rebondissent légèrement, malgré des pénuries persistantes de bien intermédiaires. Le sentiment industriel s'est ainsi amélioré en janvier, atteignant son plus haut niveau en quatre mois. Le coût des intrants a néanmoins augmenté, tiré à la hausse par celui des matériaux. Selon les entreprises sondées par S&P, cette hausse des coûts a été en partie transmise aux clients. Par ailleurs, l'emploi manufacturier est en baisse pour le 5ème mois consécutif, toujours affaibli par les démissions.

Création d'une structure d'investissement sino-birmane

Enregistrée le 31 octobre 2025, à la suite de la visite de Min Aung Hlaing en Chine, la Myanmar-China Investment and Trade Promotion Association (MCITP) a été inaugurée le 31 janvier 2026 en présence de l'Ambassadrice de Chine en Birmanie. Cette structure, à la gouvernance et à la composition majoritairement birmane (462 membres sur 547) à date, vise à faciliter et catalyser les investissements chinois en Birmanie. Un objectif ambitieux de 500 Md USD d'investissements chinois en Birmanie entre 2026 et 2030 a été fixé. L'investissement annuel moyen représenterait ainsi 1,6 fois le PIB birman. Pour rappel, les IDE en Birmanie ont atteint 1 Md USD sur les années budgétaires 2024 et 2025.

Conjoncture économique

Mise à jour le 6 février 2026

CROISSANCE	2027e	2026e	2025e	PIB 2024 (Md USD)
ASEAN-5*	4,4%	4,2%	4,2%	3 351
Indonésie	5,1%	5,1%	5,0%	1 396
Singapour	2,3%	1,8%	4,8%	547
Thaïlande	2,2%	1,6%	2,1%	526
Philippines	5,8%	5,6%	5,1%	462
Vietnam	5,3%	5,6%	8,0%	459
Malaisie	4,3%	4,3%	4,6%	420
Birmanie	1,8%	3,0%	-2,7%	61
Cambodge	5,5%	4,0%	4,9%	47
Laos	2,5%	2,5%	4,5%	15
Brunei	2,9%	2,4%	1,8%	15
Timor-Leste	3,2%	3,3%	3,8%	2

*ASEAN-5 = Indonésie, Singapour, Thaïlande, Philippines, Malaisie (nomenclature FMI)

PMI MANUFACTURER	janv-26	déc-25	nov-25	oct-25	sept-25	août-25	juil-25
ASEAN	52,8	52,7	53,0	52,7	51,6	51,0	50,1
Indonésie	52,6	51,2	53,3	51,2	50,4	51,5	49,2
Singapour	50,5	50,3	50,2	50,0	50,1	50,0	49,9
Thaïlande	52,7	57,4	56,8	56,6	54,6	52,7	51,9
Philippines	52,9	50,2	47,4	50,1	49,9	50,8	50,9
Vietnam	52,5	53,0	53,8	54,5	50,4	50,4	52,4
Malaisie	50,2	50,1	50,1	49,5	49,8	49,9	49,7
Birmanie	50,9	50,6	51,4	51,5	53,1	50,4	49,5

INFLATION (IPC g.a)	déc-25	nov-25	oct-25	sept-25	août-25	juil-25	juin-25
Indonésie	2,9%	2,7%	2,9%	2,7%	2,3%	2,4%	1,9%
Singapour	1,2%	1,2%	1,2%	0,7%	0,5%	0,6%	0,8%
Thaïlande	-0,3%	-0,5%	-0,8%	-0,7%	-0,8%	-0,7%	-0,3%
Philippines	1,8%	1,5%	1,7%	1,7%	1,5%	0,9%	1,4%
Vietnam	3,5%	3,6%	3,2%	3,4%	3,2%	3,2%	3,6%
Malaisie	1,6%	1,4%	1,3%	1,5%	1,3%	1,2%	1,1%
Birmanie	-	-	-	-	-	-	22,9%
Cambodge	1,2%	1,3%	1,7%	2,1%	1,8%	1,7%	1,6%
Laos	5,6%	4,8%	4,0%	4,5%	5,0%	5,4%	7,2%
Brunei	-0,7%	-0,1%	0,1%	0,0%	-0,7%	-0,2%	-0,6%
Timor-Leste	-	-	0,9%	0,9%	0,6%	0,3%	0,0%

EXPORTATIONS (Md USD)	déc-25	nov-25	oct-25	sept-25	2025	2024	2023
Indonésie	26,3	22,5	24,2	24,7	282,9	266,5	258,8
Singapour	51,5	49,2	54,1	48,5	566,3	504,8	475,4
Thaïlande	28,9	27,4	28,8	31,0	339,6	300,7	285,1
Philippines	7,0	6,9	7,4	7,3	84,4	73,3	73,6
Vietnam	44,1	39,1	42,0	42,7	473,8	405,9	354,7
Malaisie	35,1	32,4	34,4	31,9	375,7	331,0	313,7
Cambodge	2,9	2,5	2,6	2,4	31,3	26,7	23,5
Laos	-	-	-	-	9,2	9,4	8,4
Brunei	-	0,8	0,9	0,8	9,4	11,2	11,0

Sources : CEIC, FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : donatien.lacresse@dgtrésor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtrésor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtrésor.gouv.fr